



QUESTIONS AND ANSWERS

Project Title:	Expert Advice and Peer Review Services
Request number:	RFSO 1000193514

QUESTION 5:

The objective of the RFSO is to select a roster of “Experts” to support INAC’s negotiation of specific claims, special claims and other out-of-court settlements. For the Applied Advisory Expertise, it appears that INAC wants to retain single resources, rather than teams of resources possessing the required skills. In our experience working with these types of claims and out-of-court settlements, the advice provided by an “Expert” is generally supported by a team of resources, which enables the completion of the required work in a time-efficient and financially-efficient manner, and allows for appropriate quality control procedures to be undertaken. Currently, a resource requires 11 years of experience in a specific Area of Expertise in order to potentially obtain maximum points, and the bar for any resource to qualify is to have a minimum of 5 years of experience in a specific Area of Expertise. Will the Crown consider amending the RFSO in order to have a team of resources qualify in order to support the “Expert” and to ensure that the work can be completed in the most time-efficient and financially-efficient manner?

ANSWER 5:

Experts are free to rely upon human resources at their discretion as required as long as final results are provided under the supervision and aegis of the Expert holding the standard offer. An amendment to the RFSO is not required for this purpose.

QUESTION 6:

Under paragraph 5 of section 4.1.5 Financial Evaluation (page 29 of 75), the RFSO confirms the possibility of proposing more than one Resource in a specific Area of Expertise, but elsewhere the RFSO seems to indicate that only one resource per Area of Expertise is required. As such, can you confirm that a bidder can propose more than one Resource in a specific Area of Expertise. If more than one Resource is proposed, how will the proposal be evaluated; i.e. will each Resource be evaluated separately, or will their scores be somehow averaged, or will only the score of the highest rated proposed Resource be retained? If the Resources are evaluated separately, will multiple Standing Offers be issued to a Bidder with respect to these resources; i.e. if the two resources proposed rank in the top six or top eight Resources, would they count as one or two Resources Required for the purposes of the RFSO?

ANSWER 6:

The bidder may propose more than one Resource in a specific Area and each proposed Resource will be evaluated separately. Standing Offers may be issued for each qualified Resource.

QUESTION 7:

The RFSO stipulates at 9.2.2 (page 58 of 75) that “The Offeror shall apply a rigorous Quality



QUESTIONS AND ANSWERS

Assurance methodology to ensure the accuracy and quality of all deliverables and services provided". It is our firm's policy (and many of our competitors') to have independent fact checking of all deliverables and to have a second senior practitioner perform a quality assurance review. The RFSO does not enable such resources to be qualified and, as such, would restrict our ability to undertake our standard quality assurance process. Will the Crown consider amending the RFSO to include additional resources for completion of tasks such as quality control and other tasks which are more suited to more junior resources?

ANSWER 7:

As per 9.2.2 of the RFSO the application of a rigorous Quality Assurance methodology is required. How this is implemented is, however, an internal matter for those submitting work. No amendment to the RFSO will be made concerning this matter.

QUESTION 8:

Proposed Resources are asked to demonstrate the years of experience in the proposed Area of Expertise, and 11 years of experience is required in order to potentially score maximum points. The submission templates presented at section 4.1.4 has a single box for "Years of Experience" and for "Details" for each Area(s) of Expertise. In other Federal procurements, including from INAC, we are frequently requested to demonstrate our years of experience by supporting it by non-overlapping experience specific to projects. For an 11-year period, this can represent more than 100 projects for some resources. Can the Crown confirm whether a full list of non-overlapping projects is required in order to demonstrate the years of experience, or if a more general approach is acceptable to the Crown?

ANSWER 8:

A full list of non-overlapping projects is required to demonstrate years of experience.



QUESTIONS ET RÉPONSES

Titre du projet :	Services consultatifs d'experts et services d'examen par les pairs
Numéro de la demande :	DOC 1000193514

QUESTION 5 :

L'objectif de la DOC est d'établir une liste d'« experts » pour appuyer la négociation par AANC des revendications particulières, des revendications spéciales et des autres règlements extrajudiciaires. En ce qui concerne l'expertise appliquée en matière de consultation, il semble qu'AANC souhaite conserver des ressources uniques plutôt que des équipes de ressources possédant les compétences requises. Selon notre expérience de travail avec ces types de revendications et de règlements extrajudiciaires, les services-conseils fournis par un « expert » sont généralement soutenus par une équipe de ressources, qui permet d'accomplir le travail requis en économisant temps et argent et mettre en œuvre des procédures de contrôle de la qualité appropriées. Actuellement, une ressource doit cumuler 11 années d'expérience dans un domaine d'expertise précis afin de pouvoir obtenir le maximum de points. De plus, toute ressource admissible doit compter un minimum de cinq années d'expérience dans un domaine d'expertise particulier. L'État envisagera-t-il de modifier la DOC afin qu'une équipe de ressources se qualifie dans le but de soutenir « l'expert » et de veiller à ce que le travail puisse être effectué de la façon la plus économique et la plus efficiente?

RÉPONSE 5 :

À leur discrétion, les experts sont libres de compter sur diverses ressources humaines, au besoin, tant que les résultats définitifs sont obtenus sous la supervision et l'égide de l'expert qui possède l'offre à commande. Il n'est pas nécessaire d'apporter une modification à la DOC.

QUESTION 6 :

Au paragraphe 5 de l'article 4.1.5 Évaluation financière (page 34 de 80), la DOC confirme la possibilité de proposer plus d'une ressource dans un domaine d'expertise précis, mais dans la DOC, il est indiqué qu'une seule ressource par domaine d'expertise est requise. Pouvez-vous confirmer qu'un soumissionnaire peut proposer plus d'une ressource dans un domaine d'expertise particulier? Si plus d'une ressource est proposée, comment la proposition sera-t-elle évaluée? Autrement dit, chaque ressource sera-t-elle évaluée séparément ou une moyenne de ses résultats sera-t-elle établie, ou est-ce que seul le résultat de la ressource proposée la mieux notée sera conservé? Si les ressources sont évaluées de façon distincte, de multiples offres à commandes seront-elles émises à un soumissionnaire relativement à ces ressources? Si les deux ressources proposées se classent parmi les six premières ou les huit premières ressources, compteront-elles comme une ou deux ressources requises aux fins de la DOC?



QUESTIONS ET RÉPONSES

RÉPONSE 6 :

Le soumissionnaire peut proposer plus d'une ressource dans un domaine particulier et chaque ressource proposée sera évaluée de façon distincte. Des offres à commandes peuvent être émises pour chaque ressource qualifiée.

QUESTION 7 :

La DOC stipule à l'article 9.2.2 (page 63 de 80) que « l'offrant doit appliquer une méthode rigoureuse d'assurance de la qualité pour veiller à l'exactitude et à la qualité de tous les livrables et services fournis ». La politique de notre entreprise (et de nombreux de nos concurrents) consiste à effectuer une vérification indépendante de tous les produits livrables et à demander à un deuxième praticien chevronné d'effectuer un examen d'assurance de la qualité. La DOC ne permet pas de qualifier ces ressources et, à ce titre, limiterait notre capacité d'entreprendre notre processus d'assurance de la qualité normal. L'État envisagera-t-il de modifier la DOC afin d'inclure des ressources supplémentaires pour l'exécution de tâches comme le contrôle de la qualité et d'autres tâches qui conviennent mieux à des ressources moins chevronnées?

RÉPONSE 7 :

Conformément à l'article 9.2.2 de la DOC, une méthode rigoureuse d'assurance de la qualité doit être appliquée. La manière dont cela est mis en œuvre est toutefois une question interne pour les soumissionnaires. Aucune modification ne sera apportée à la DOC à ce sujet.

QUESTION 8 :

Les ressources proposées doivent démontrer qu'elles possèdent bel et bien les années d'expérience dans le domaine d'expertise proposé; 11 années d'expérience sont requises pour obtenir le maximum de points. Les modèles de soumission présentés à l'article 4.1.4 comportent une seule case pour « Années d'expérience » et pour « Détails » pour chaque domaine d'expertise. Dans le cas d'autres approvisionnements fédéraux, y compris ceux d'AANC, il nous est souvent demandé de démontrer nos années d'expérience en les appuyant par une expérience sans chevauchement propre aux projets. Pour une période de 11 ans, cela peut représenter plus de 100 projets pour certaines ressources. L'État peut-il confirmer si une liste complète de projets qui ne se chevauchent pas est nécessaire pour démontrer les années d'expérience ou si une approche plus générale est acceptable?

RÉPONSE 8 :

Une liste complète des projets qui ne se chevauchent pas est nécessaire pour démontrer les années d'expérience.